

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;  
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;  
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,  
Bruno Collard, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Didier Molders,  
Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-  
Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine  
Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, *Conseillers  
communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Séance du 30.04.20**

---

**#Objet : Adjonction au statut pécuniaire d'un règlement annexe portant « Mesures pécuniaires exceptionnelles liées au confinement imposé par le Gouvernement de pouvoirs spéciaux ».#**

---

Séance à huis-clos

**Rémunérations**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux 2020/3 relatif au fonctionnement des organes communaux dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 dont l'article 1<sup>er</sup> dore le Collège des pouvoirs du Conseil pendant 40 jours;

Vu sa décision du 24 mars 2020, références #002/24.03.2020/B/0064 », portant « octroi d'une prime journalière (dite « prime d'engagement ») de 10 euros bruts par jour non indexés aux membres du personnel statutaire, contractuel, ACS et enseignant, présents sur les lieux de travail. » ;

Vu sa décision du 24 mars 2020, références #002/24.03.2020/B/0063#, portant « octroi d'heures supplémentaires à 200 % aux membres du personnel assurant la permanence téléphonique pour répondre aux appels des Auderghemois en situation d'urgence et exerçant des prestations liées à la crise sanitaire en dehors des heures d'ouverture de l'Administration.» ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De marquer son accord sur l'adjonction au statut pécuniaire d'un règlement annexe portant « Mesures pécuniaires exceptionnelles liées au confinement imposé par le Gouvernement de pouvoirs spéciaux » (voir ci-dessous) ;

De soumettre ce règlement par mail aux membres du Comité de concertation ;

D'inscrire ce point à l'ordre du jour d'une prochaine séance du Conseil communal pour ratification.

**REGLEMENT ANNEXE AU STATUT PECUNIAIRE****Mesures pécuniaires exceptionnelles liées au confinement imposé par le Gouvernement de pouvoirs spéciaux****Section 1 Octroi d'une prime journalière dite « prime d'engagement »****Article 1 - Principe**

La situation exceptionnelle liée au risque de propagation du Covid-19 et les mesures de confinement imposées par le Gouvernement de pouvoirs spéciaux ont amené notre Administration à prendre des mesures exceptionnelles en vue de maintenir sur leur lieu de travail certains membres du personnel. Notre Administration a ainsi décidé d'octroyer une prime dont les modalités sont décrites dans les articles 3 à 6 ci-après.

**Article 2 – Extension du principe**

Par extension de l'article 1, les mesures décrites dans les articles 3 à 6 pourront être d'application dans des situations ultérieures similaires.

#### Article 3 – Montant de la prime

Une prime journalière de 10 euros bruts non indexés est octroyée aux membres du personnel communal présent sur les lieux de travail, indépendamment de leur horaire de travail.

#### Article 4 – Personnel concerné par la mesure

Cette prime journalière est octroyée aux membres du personnel statutaire, contractuel, ACS et enseignant. En ce qui concerne le personnel enseignant, aucune distinction n'est faite entre le personnel rémunéré par l'Administration et le personnel rémunéré par la Fédération Wallonie Bruxelles.

#### Article 5 – Retenues légales

La prime d'engagement est soumise aux retenues ONSS et aux retenues de précompte professionnel selon les prescriptions légales en la matière.

#### Article 6 – Paiement de la prime et obligation des responsables de service

La prime est liquidée à terme échu aux membres du personnel. Pour ce faire, chaque responsable de service est tenu d'établir un relevé des présences de son personnel et, une fois le mois écoulé, de transmettre au service des Rémunérations un tableau Excel reprenant les nom et prénom des agents ainsi que le nombre de jours de présence sur le lieu de travail.

### Section 2 Octroi d'heures supplémentaires à 200 %

#### Article 7 - Principe

La situation exceptionnelle liée au risque de propagation du Covid-19 et les mesures de confinement imposées par le Gouvernement de pouvoirs spéciaux ont amené notre Administration à prendre des mesures exceptionnelles. Notre Administration a ainsi décidé d'octroyer des heures supplémentaires à 200 % dont les modalités sont décrites dans les articles 9 à 12.

#### Article 8 – Extension du principe

Par extension de l'article 7, les mesures décrites dans les articles 9 à 12 pourront être d'application dans des situations ultérieures similaires.

#### Article 9 – Montant des heures supplémentaires

Des heures supplémentaires calculées à 200 % sont liquidées aux membres du personnel assurant la permanence téléphonique pour répondre aux appels des Auderghemois en situation d'urgence et / ou exerçant des prestations liées à la crise sanitaire, en dehors des heures d'ouverture de l'Administration. Le salaire horaire est fixé, comme pour les heures à 125 et 150 %, à 1/1850 du traitement annuel brut de base et de l'indemnité de foyer/résidence annuelle qui ont servi au calcul de la rémunération du mois durant lequel les prestations ont été effectuées.

#### Article 10 – Personnel concerné par la mesure

Les heures supplémentaires à 200 % sont octroyées aux membres du personnel statutaire, contractuel, ACS et enseignant rémunérés par l'Administration.

#### Article 11 – Retenues légales

Les heures supplémentaires sont soumises aux retenues ONSS et aux retenues de précompte professionnel selon les prescriptions légales en la matière.

#### Article 12 – Paiement des heures et obligations des responsables de service

Les heures sont liquidées à terme échu aux membres du personnel. Pour ce faire, un responsable désigné par l'Administration est tenu d'établir un relevé des heures de prestations en dehors des heures d'ouverture de l'Administration et une fois le mois écoulé, de transmettre au service des Rémunérations un tableau Excel reprenant les nom et prénom des agents ainsi que le nombre d'heures effectuées.

### Section 3 Attribution de chèques-repas électroniques

#### Article 13

Par dérogation à l'article 88 du statut pécuniaire, les chèques-repas électroniques sont également attribués aux membres du personnel restant à leur domicile mais insérés dans un système de tournante.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME

Auderghem, le 04 mai 2020

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin



Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christophe Magdalijs, *Voorzitter* ;  
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;  
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,  
Bruno Collard, Lieve Jorens, *Schepenen* ;  
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Didier Molders,  
Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-  
Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Nathalie Wyns, Michel Blampain, Christine  
Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Zitting van 30.04.20**

---

**#Onderwerp : Toevoeging aan het geldelijk statuut van een bijgevoegd reglement met betrekking tot "Uitzonderlijke geldelijke maatregelen in verband met de door de volmactregering opgelegde lockdown".#**

---

Besloten zitting

**Bezoldigingen**

DE RAAD,

Gelet op het volmachtbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 2020/3 met betrekking tot de werking van de gemeentelijke organen in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, waarvan artikel 1 het college gedurende 40 dagen de bevoegdheden van de raad toekent;

Gelet op zijn besluit van 24 maart 2020, referentie #002/24.03.2020/B/0064, met betrekking tot "de toekenning van een dagpremie (de zogenaamde "tewerkstellingspremie") van 10 euro bruto per dag (niet-geïndexeerd) aan de leden van het statutair, contractueel, gesco- en onderwijzend personeel die op de werkplek aanwezig zijn";

Gelet op zijn besluit van 24 maart 2020, referentie #002/24.03.2020/B/0063#, met betrekking tot "de uitbetaling van overuren aan 200 % aan personeelsleden die de telefoonpermanentie verzekeren om oproepen van Oudergemmenaren in noodsituaties te beantwoorden of diensten in verband met de gezondheids crisis verlenen buiten de openingstijden van de administratie";

Gelet op artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

In te stemmen met de toevoeging aan het geldelijk statuut van een bijgevoegd reglement met betrekking tot "Uitzonderlijke geldelijke maatregelen in verband met de door de volmactregering opgelegde lockdown" (zie hieronder);

Dit reglement per e-mail aan de leden van het overlegcomité voor te leggen;

Dit punt op de agenda van een toekomstige zitting van de gemeenteraad te plaatsen met het oog op ratificatie.

**REGLEMENT DAT ALS BIJLAGE BIJ HET GEDELIIK STATUUT IS GEVOEGD****Uitzonderlijke geldelijke maatregelen in verband met de door de volmactregering opgelegde lockdown****Sectie 1 Toekenning van een dagpremie, de zogenaamde "tewerkstellingspremie"****Artikel 1 - Beginsel**

De uitzonderlijke situatie voortvloeiend uit het risico op verspreiding van Covid-19 en de lockdownmaatregelen die door de volmactregering werden opgelegd, hebben onze administratie ertoe gebracht uitzonderlijke maatregelen te nemen om bepaalde personeelsleden op hun werkplek te houden. Onze administratie heeft daarom besloten een premie toe te kennen, waarvan de voorwaarden zijn beschreven in artikels 3 tot en met 6 hieronder.

Artikel 2 - Uitbreiding van het beginsel

Bij uitbreiding van artikel 1 kunnen de in artikels 3 tot en met 6 beschreven maatregelen in soortgelijke latere situaties worden toegepast.

Artikel 3 - Bedrag van de premie

Er wordt een niet-geïndexeerde dagpremie van 10 euro bruto toegekend aan het gemeentepersoneel dat op de werkplek aanwezig is, ongeacht de duur van de dienst.

Artikel 4 - Personeel waarop de maatregel van toepassing is

Deze dagpremie wordt toegekend aan leden van het statutair, het contractueel, het gesco- en het onderwijzend personeel. Voor wat het onderwijzend personeel betreft, wordt er geen onderscheid gemaakt tussen het personeel dat door de administratie wordt betaald en het personeel dat door de Federatie Wallonië-Brussel wordt betaald.

Artikel 5 - Wettelijke inhoudingen

De tewerkstellingspremie is onderworpen aan de sociale zekerheid en bedrijfsvoorheffing, overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake.

Artikel 6 - Betaling van de premie en verplichting van de dienstverantwoordelijken

De premie wordt aan de personeelsleden uitbetaald na vervallen termijn. Hiertoe dient elke dienstverantwoordelijke een presentielijst op te stellen voor zijn of haar personeel en na afloop van de maand aan de dienst Bezoldiging een Excel-tabel over te maken met de namen en voornamen van de personeelsleden en het aantal dagen dat zij op de werkplek aanwezig waren.

Sectie 2 Uitbetalen van overuren aan 200 %Artikel 7 - Beginsel

De uitzonderlijke situatie voortvloeiend uit het risico op verspreiding van Covid-19 en de lockdownmaatregelen die door de volmactregering werden opgelegd, hebben onze administratie ertoe gebracht uitzonderlijke maatregelen te nemen. Onze administratie heeft daarom besloten overuren uit te betalen aan 200 % volgens de modaliteiten beschreven in artikels 9 tot en met 12 hieronder.

Artikel 8 - Uitbreiding van het beginsel

Bij uitbreiding van artikel 7 kunnen de in artikels 9 tot en met 12 beschreven maatregelen in soortgelijke latere situaties worden toegepast.

Artikel 9 - Bedrag van de overuren

De aan 200 % berekende overuren worden uitbetaald aan personeelsleden die de telefoonpermanentie verzekeren om oproepen van Oudergemmenaren in noodsituaties te beantwoorden en/of diensten in verband met de gezondheids crisis verlenen buiten de openingstijden van de administratie. Net zoals voor de uren aan 125 en 150 % wordt het uurloon vastgelegd op 1/1850 van de bruto basisjaarwedge en de jaarlijkse haard- of standplaatstoelage die gebruikt werden om de verloning voor de maand waarin de prestaties werden geleverd te berekenen.

Artikel 10 - Personeel waarop de maatregel van toepassing is

De overuren aan 200 % worden toegekend aan leden van het statutair, contractueel, gesco- en onderwijzend personeel dat door de administratie wordt betaald.

Artikel 11 - Wettelijke inhoudingen

De overuren zijn onderworpen aan de sociale zekerheid en bedrijfsvoorheffing, overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake.

Artikel 12 - Betaling van de uren en verplichtingen van de dienstverantwoordelijken

De uren worden aan de personeelsleden uitbetaald na vervallen termijn. Daartoe dient een door de administratie aangestelde verantwoordelijke een overzicht op te stellen van de gepresterde uren buiten de openingsuren van de administratie en na afloop van de maand een Excel-tabel met de namen en voornamen van de personeelsleden en het aantal gewerkte uren aan de dienst Bezoldiging over te maken.

Sectie 3 Toekenning van elektronische maaltijdchequesArtikel 13

In afwijking van artikel 88 van het geldelijk statuut worden elektronische maaltijdcheques ook toegekend aan personeelsleden die thuisblijven, maar deel uitmaken van een beurtrolsysteem.

Deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijns

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 04 mei 2020

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

